

FRÉDÉRIC ENCEL

« ON PEUT FRAPPER DAECH SANS FAIRE D'AL-ASSAD UN ALLIÉ »

Propos recueillis par Daoud Bougezala

François Hollande a eu raison d'intensifier les bombardements contre l'État islamique après les attentats de Paris. À défaut de pouvoir éliminer rapidement Daech, il faut le refouler et l'affaiblir autant que possible.

Causeur. Pour décrire la politique occidentale contre l'État islamique, de Molenbeek à Raqqa, la notion de « guerre contre le terrorisme » vous paraît-elle opératoire ?

Frédéric Encel. La guerre contre le terrorisme n'a pas de sens. Car le terrorisme n'est qu'un cadre conceptuel, un mode d'expression de la violence, une façon différente de faire la guerre en quelque sorte. Décréter une « guerre contre le terrorisme », c'est donc un peu comme affirmer qu'il faut faire la guerre à la guerre, ou éradiquer la maladie au sens générique du terme. On ne combat pas *la* guerre, on ne soigne pas *la* maladie ; on combat *une* idéologie qui emprunte le mode d'action terroriste, et on tente d'éradiquer *une* maladie parmi d'autres. En l'occurrence, c'est bien l'islamisme radical qui, ces deux dernières décennies, utilise



principalement un mode d'action consistant tout à la fois à sidérer les populations civiles, à paralyser l'action des États souverains et, dans ce cas précis, à abattre aveuglément le plus de personnes possibles.

Approuvez-vous donc Michel Onfray et les autres pourfendeurs des ingérences que l'Occident a menées dans les pays musulmans au nom de la lutte contre le terrorisme ?

Certains commentateurs très complaisants, dont Onfray n'est pas, s'appuient sur une vérité – « on ne peut vaincre ce phénomène terroriste, multiséculaire et mutant » –, afin de ne surtout pas lutter contre le véritable fléau qu'incarne l'islamisme radical. Au fond, si le combat ne peut être remporté, pourquoi le mener ? Cette démarche me semble pernicieuse pour deux raisons. D'abord, on s'interdit ainsi de désigner clairement ceux qui, objectivement et sans contestation possible puisqu'ils les ont revendiqués, ont perpétré les massacres de janvier et de novembre 2015 en France (et bien d'autres un peu partout sur la planète depuis les années 1990 !), ensuite on les absout indirectement de leurs respon-

Docteur en géopolitique, maître de conférences à Sciences-Po Paris et à la Paris School of Business, Frédéric Encel a été lauréat 2015 du grand prix de la Société de géographie. Dernier ouvrage : *Petites leçons de diplomatie* (Autrement, 2015).

sabilités. Car personne n'est terroriste comme cela, dans l'absolu, pour rien ; seuls les déséquilibrés tuent sans raison.

Et quelle est la raison de ces tueurs-là ?

Nous avons affaire à une idéologie extrêmement cohérente, raciste, antisémite, misogyne, liberticide et apocalyptique dont la matrice théologique remonte au IX^e siècle et non à la guerre de Bush en 2003 !

LES ISLAMISTES NOUS DÉTESTENT DE TOUTE FAÇON DÉJÀ POUR CE QUE NOUS SOMMES INTRINSÈQUEMENT, ET NON POUR TEL OU TEL ASPECT DE NOTRE POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

Par naïveté, lâcheté, intérêts mercantiles avec le Qatar ou haine de soi occidentale (la fameuse « tyrannie de la pénitence » bien analysée par Pascal Bruckner), certains ignorent totalement les représentations mentales et le corpus doctrinal des islamistes radicaux, des GIA algériens d'hier à l'État islamique d'aujourd'hui en passant par le Hamas ou Al-Qaïda, préférant pointer du doigt les prétendues et constantes responsabilités de l'Occident. Seulement, si les bourreaux de *Charlie* ou du Bataclan ne sont pas si coupables, alors leurs victimes civiles ne sont pas si innocentes. Ce schéma simpliste me paraît politiquement infondé et moralement abject.

Bref, lorsque des États musulmans nous appellent à l'aide, il ne s'agit pas d'ingérence. Dans ce cas, il faut bien sûr intervenir. Les islamistes radicaux nous détestent de toute façon déjà pour ce que nous sommes intrinsèquement, et non pour tel ou tel aspect de notre politique étrangère.

Depuis les attentats du 13 novembre, François Hollande semble avoir infléchi sa politique syrienne. « Notre ennemi, c'est Daech » a-t-il déclaré, rompant avec la doctrine du « ni Bachar ni Daech » qui prévalait depuis des années au Quai d'Orsay. La France s'est-elle complètement leurrée en Syrie ?

La politique du « ni-ni » était moralement tout à fait fondée. N'oublions jamais que Bachar Al-Assad, suivant en cela l'exemple de feu son père Hafez, a non seulement réprimé chez lui les manifestations pacifiques par l'usage d'une violence inouïe, mais encore soigneusement évité de combattre l'État islamique. C'est un peu la peste qui se nourrirait du choléra. Évidemment, au vu des crimes contre l'humanité ouvertement perpétrés – et assumés – par les barbares de Daech, il a beau jeu de montrer, à nous autres Occidentaux, que sous son régime les femmes sont libres et les minorités (plus ou moins) respectées. Avec son usage massif de gaz neurotoxiques, de barils d'explosifs sur les immeubles civils et le recours systématique à la torture, ce cynique absolu peut aujourd'hui triompher ! L'erreur n'était pas de le considérer

comme un problème, mais de croire qu'il tomberait comme un fruit mûr après la chute de ses comparses dictateurs Ben Ali, Moubarak, Abdallah Saleh et Kadhafi. C'était bien mal connaître les Alaouites, les Assad, et la Syrie de façon générale. J'ai personnellement toujours dit et écrit qu'il ne chuterait pas.

Faut-il en tirer les conséquences logiques en s'alliant au moindre mal, Assad contre Daech ?

Même si l'État islamique constitue la menace principale, on peut parfaitement frapper Daech sans faire d'Al-Assad un allié. Il y a quelques semaines, la décision de François Hollande de ne plus se contenter de frapper des cibles de Daech en Irak mais aussi sur le sol syrien avait déjà constitué un infléchissement réaliste. De toute façon, Assad n'est plus qu'un pantin exsangue soutenu à bout de bras par l'Iran, le Hezbollah et surtout Moscou, alors autant s'adresser directement à Poutine !

La Russie a justement infléchi sa politique en Syrie à la suite de l'attentat du 31 octobre contre l'Airbus de la compagnie Metrojet. Vladimir Poutine bombarde de plus en plus massivement l'État islamique, et plus seulement les autres groupes armés d'opposition à Assad, qu'il se dit même prêt à aider contre l'EI. Quelle est aujourd'hui la stratégie russe en Syrie ?

Cet infléchissement russe est une marque de la puissance de la France et de la détermination du trio Hollande, Valls, Le Drian. Car on ne fait pas plier facilement Vladimir Poutine ni même, en l'occurrence, Barack Obama. Pour le premier, l'objectif fondamental a toujours été de conserver un régime allié à Damas et plus précisément sur le littoral méditerranéen de Syrie, où Tartous constituait l'unique base aéronavale russe de tout le bassin Méditerranée-Moyen-Orient. Mieux : la Syrie s'était alliée à l'URSS dès 1951 ! Accessoirement, Assad représente un bastion anti-islamiste aux yeux d'un pouvoir russe ayant déjà subi des attentats monstres dans les années 2000, et qui se méfie comme de la peste de la pénétration du wahhabisme au sein de la population russe musulmane sunnite. Sur le terrain, Poutine frappait donc jusqu'à présent les opposants les plus dangereux de son protégé, autrement dit des groupes nationalistes classiques (notamment l'Armée syrienne libre), le Front Al-Nosra (Al-Qaïda), mais pas nécessairement Daech qui se trouve un peu plus loin du front. Mais à présent, les chasseurs bombardiers russes vont cibler aussi l'État islamique, comme l'a théâtralement demandé Poutine à son chef d'état-major dans une scène filmée digne du cours Florent !

C'est bien beau de bombarder l'EI tous azimuts mais aucune armée étrangère ne semble vouloir s'engager dans un combat au sol. Peut-on pallier ce manque en asphyxiant économiquement ce « califat » autoproclamé ?

Pour faire la guerre, il faut du nerf, autrement dit de l'argent. Et le nerf de la guerre de l'État islamique n'avait jamais été sérieusement atteint, par manque de volonté turque – et peut-être américaine –, et en dépit de la volonté française. Je dis bien « par manque de volonté » et non de *capacité* ; car l'essentiel des revenus de l'organisation terroriste provient de norias de camions-citernes exportant des huiles lourdes →

vers le nord, la Turquie, dont la frontière était fermée pour les réfugiés kurdes mais très poreuse pour les terroristes de Daech... L'argent n'ayant pas d'odeur et l'AKP au pouvoir à Ankara étant de type islamiste sunnite, la complaisance était manifeste. Mais depuis le bain de sang de Paris, comme par enchantement, des chasseurs américains F-15 et autres Sukhoï russes ont enfin rejoint nos Rafale pour stopper les convois de centaines de ces camions, franchement faciles à neutraliser depuis les airs. Quant à la Turquie, dont la duplicité envers Daech était devenue indécente (surtout pour un membre de l'OTAN), elle a enfin consenti à ouvrir la grande base otanienne d'Incirlik et à surveiller un peu sa frontière.

Grâce à cette nouvelle donne, les jours de l'État islamique sont-ils comptés ?

Ne pavoisons pas trop vite ; même asséché financièrement, l'État islamique ne sombrera pas ainsi. Après tout, des couteaux sanguinolents, des sites internet et des fusils ne coûtent pas très cher. Son arme principale, c'est cet odieux romantisme révolutionnaire, bien davantage que les rares puits de pétrole qu'il peut exploiter...

La combinaison de bombardements et d'attaques ponctuelles et ciblées au sol sera la plus efficace, notamment avec pour troupes au sol les Kurdes dans leurs zones d'habitat. De même, l'action de commandos spéciaux américains, britanniques et français peut s'avérer très précieuse. On ne reprendra pas Mossoul, mais après avoir endigué depuis dix-huit mois Daech, l'important est de le refouler et de l'affaiblir le plus possible. Ce genre de groupe apocalyptique craint d'autant plus de reculer, même localement, que cela mine sa capacité d'attraction et de fascination auprès de certains jeunes. Après tout, si ces hommes refluent et perdent du terrain, c'est bien peut-être qu'Allah ne les soutient pas tant que cela...



Face à la « somalisation » d'une grande partie du monde arabo-musulman (Libye, Yémen, Syrie, Irak...), ne faut-il pas se résigner à voir se développer des mouvements djihadistes sur les décombres des États-nations ?

Si. Plus l'État faillit, plus et mieux les seigneurs de la guerre s'engouffrent dans l'espace souverain laissé vacant. La géopolitique a autant horreur du vide que la nature, et, mécaniquement, l'absence de prérogatives des uns favorise la prise de contrôle des zones, de l'économie et des populations par les autres. La balkanisation, ou la fragmentation du monde arabe, qui commence en effet avec la Somalie en 1991, s'est poursuivie avec l'Irak en 2003, puis dans la foulée du printemps arabe en 2011 avec le Yémen, la Libye, et dans une certaine mesure la Syrie. Sur les 22 États arabes que compte une Ligue arabe qui ne représente presque plus rien, plusieurs sont directement menacés par le terrorisme islamiste parfois provisoirement allié à des forces centrifuges régionalistes (Bédouins du Sinaï, Touaregs au Nord Sahel, tribus en Irak, etc.). Or, avec un baril durablement à 50 dollars, l'Algérie, mais aussi l'Irak chiite et les pétromonarchies du Golfe commencent à souffrir sérieusement.

On accuse beaucoup ces dernières, Doha et Riyad en tête, d'avoir financé l'hydre Daech. Pour ces pays tiraillés par le fondamentalisme, n'est-ce pas aussi un moyen d'acheter la paix sociale ?

Il n'est pas toujours besoin d'un affaiblissement de l'État pour voir celui-ci subir la menace islamiste radicale, il suffit parfois de l'avoir enfanté. Après tout, l'Arabie saoudite et le Qatar sont dotés de régimes wahhabites, c'est-à-dire clairement radicaux, lesquels ont longtemps soutenu des groupes extrémistes, y compris djihadistes. Penchez-vous de près sur le dogme wahhabite du XVIII^e siècle, comparez-le à la doctrine contemporaine des barbares de Daech, et tentez de m'expliquer la différence fondamentale entre les deux. Je vous souhaite bien du courage !

En ce cas, que faut-il faire ? Continuer à commercer avec des gens qui ressemblent clairement à nos ennemis ? Rompre toute relation ? Réviser notre politique d'alliance en faveur de l'Iran ?

Question presque philosophique, mais équation simple ! À l'heure actuelle, seuls quelques-uns des 194 États de l'ONU – dont l'Arabie saoudite et le Qatar – conjuguent la volonté et la capacité de nous acheter des armements à haute valeur ajoutée, à commencer par des Rafale et des navires de guerre. Or notre balance commerciale est gravement déficitaire et je ne vous parle pas du front de l'emploi... Alors que faire ? Eh bien continuer à leur vendre des armements de pointe. D'abord, ce n'est pas avec cela qu'ils pourrissent les banlieues d'Occident, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne depuis plusieurs décennies, mais bien via l'achat de mosquées et de madrasa dans lesquels prêchent des imams fanatiques. Ensuite, de toute façon, leurs années sont comptées ; la conjonction des gaz de schiste et de la montée en puissance de l'Iran entraînera fatalement la chute de ces régimes wahhabites d'un autre âge. Ce jour-là, nous ne les pleurerons pas mais en attendant, soyons pragmatiques... •

Des combattantes Yezidi à Shengal, après sa reconquête par les forces kurdes, 13 novembre 2015.